

## Syndicat CGT Michelin

Quelques infos :

Dans le journal les échos on apprend que d'ici à 2012, Michelin va investir 2 milliards de dollars dans les pays émergents.

Au Brésil, 400 millions de dollars seront investis pour agrandir les 2 usines existantes.

- 300 millions de dollars seront investis sur le site d'Itatiaï produisant du tourisme.
- 100 millions de dollars à l'usine de Campo Grande spécialisée dans le poids lourd mais qui depuis 2008 s'est diversifiée vers la spécialité génie civil qui est un marché très important.

En Chine ce sont 800 millions de dollars qui sont investis dans une usine qui fabriquera d'abord pour le poids lourd et ensuite pour l'activité automobile.

En Inde ce sont 800 millions de dollars qui sont investis dans une usine pour le poids lourd puis ensuite le génie civil.

Au vu de ces investissements et sans oublier que l'usine de Jaccaranda au Brésil fabrique exclusivement du génie civil, restera-t'il encore de la place pour la production génie civil Française ( Le Puy, Montceau, Tours) à l'avenir ?

Pour la France les investissements dans les unités de fabrication ne sont pas à cette hauteur. Les plus grosses sommes provisionnées sont destinées aux divers plans dans le cadre de fermeture d'usines ou d'ateliers de production.

### **RETRAITES : une information passée sous silence...**

Dans son article « *Financement des retraites : l'enjeu des cotisations patronales* », Bernard FRIOT, professeur d'économie et sociologie à l'université Paris X, écrivait : « On oublie toujours, quand on raisonne sur l'avenir des retraites, que **le PIB progresse d'environ 1,6 % par an, en volume, et donc qu'il double, à monnaie constante, en 40 ans. C'est pourquoi nous avons pu multiplier par 4,5 les dépenses de pension depuis 1960** ».

#### **Pourquoi une information aussi déterminante est-elle censurée ?**

Parce que tout simplement un petit calcul facile, montrerait que ceux qui nous gouvernent, nous prennent pour des demeurés.

- *En effet : si aujourd'hui 10 actifs produisent un gâteau de 100 et qu'ils ont à charge 4 retraités. C'est 14 personnes qui se partagent un gâteau de 100.*

***Ainsi la part de chaque personne est de (100 : 14) soit 7,14.***

- *Si dans quarante ans, 10 actifs produisent un gâteau de 200 et qu'ils ont à charge 8 retraités. Ce seront 18 personnes qui se partageront un gâteau de 200.*

***Ainsi la part de chaque personne sera de (200 : 18) soit 11,1.***

C'est limpide ! Il sera donc possible de financer des retraites au même niveau qu'avant leurs réformes à remonter le temps.

**De plus, la part pour l'investissement et l'élévation du niveau de vie sera bien plus importante en 2040 (en monnaie constante). Alors, où est donc le problème ?**

Pourquoi cet acharnement à détruire un système qui fonctionne bien ? Parce que le système social français, mis en place par le Conseil national de la résistance (CNR) en 1945, met en rage les hommes d'affaires et les financiers pour des raisons évidentes.

**Par exemple, il leur est impossible de réaliser des plus values « boursières » sur 40% de notre part salariale (les fameuses cotisations sociales patronales) qui payent notre retraite et notre santé, en toute dignité et responsabilité.** N'oublions pas que ces cotisations sociales représentent notre salaire différé qui est le fruit de notre travail. Il ne s'agit ni d'assistanat ni de charité patronale comme le laisse entendre une mauvaise propagande.

**Et c'est bien là que se situe tout l'enjeu de leurs réformes : les classes dirigeantes rêvent de faire main basse sur notre salaire différé.**

Pour s'emparer de cette « galette », leur stratégie consiste à réduire nos droits pour nous contraindre, de plus en plus, à financer notre santé et notre retraite par des assurances privées.

Ils ont d'ailleurs déjà commencé : les réductions de cotisations patronales se multiplient depuis 2002 et atteignent déjà près de 30 milliards chaque année. **Combien de ces 30 milliards sont allés aux investissements productifs ? Combien d'emplois créés ?** Quelle efficacité au regard des sommes englouties ? Quelle évaluation ?

### **Recul de l'âge de la retraite : Parisot en rêve, Sarkozy veut le faire**

C'est bien la patronne des patrons qui est la muse et l'inspiratrice des mesures qui se préparent. Ainsi, après l'annonce de la fin de la retraite à 60 ans, les manifestations d'un million de personnes le 27 mai et les sondages qui persistent à contester cette mesure, la présidente du Medef vole au secours d'un gouvernement qui peine à convaincre.

Laurence Parisot estime que "la promesse de s'arrêter à 60 ans, n'était pas un acquis social, mais au contraire une grande illusion ou un grand mensonge qui a participé depuis des années au moral dépressif de beaucoup de Français".

Laurence Parisot reconnaît qu'une *"telle réforme suppose effectivement une modification profonde du management en termes de ressources humaines, ainsi qu'un changement radical en terme de formation. (...) Il nous faudra assimiler cette évidence qu'à 55 ans, on ne gère pas une fin de carrière mais une nouvelle étape dans la vie professionnelle"*.

Laurence Parisot se prononce à la fois pour un relèvement de l'âge de départ et un allongement de la durée de cotisations. *"Reste à savoir à quel rythme", s'interroge-t-elle. "Le gouvernement raisonne aujourd'hui sur la base d'un trimestre par an, mais pourquoi pas un semestre par an, si ça permettait un vrai retour à l'équilibre."*

Comme on le voit, le Medef a bien compris lui aussi que rien n'est joué sur la réforme des retraites. Il veut toujours pire. A nous de nous mobiliser pour obtenir le meilleur. Une autre réforme est possible : le 24 juin, soyons plus nombreux à le dire.

Après la journée d'action du 14 mai ou de nombreux « bibs » ont débrayé et participé à la manifestation, donnant un signal fort du refus d'une réforme totalement injuste, Le syndicat CGT Michelin appelle les salariés à rester mobilisés et à participer encore plus nombreux à la journée d'action du 24 juin.

Quel que soit l'emploi que nous occupons à l'usine, nous sommes toutes et tous concernés, toutes générations confondues.

Notre responsabilité est aussi engagée pour les générations futures qui sans notre intervention aujourd'hui n'auront même plus droit à la retraite.